ASSEMBLÉE NATIONALE

30 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-2202

présenté par
M. Portier

ARTICLE 35**ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	0	0
Vie de l'élève	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	1
Enseignement technique agricole	0	0
Suppression de la scolarisation dès 2 ans <i>(ligne nouvelle)</i>	1	0
TOTAUX	1	1
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Emmanuel Macron a annoncé lundi 26 juin, lors de sa visite à Marseille, que l'école maternelle serait ouverte aux enfants âgés de 2 ans dans les quartiers prioritaires à partir de 2027.

Cette idée que la gauche remet sans cesse sur le tapis doit être combattue. Si elle peut constituer une solution pratique pour les familles, les pédopsychiatres critiquent la scolarisation précoce. Celle-ci néglige selon eux, le développement psychoaffectif des enfants qui ont besoin, jusqu'à 3 ans de rester dans des petits groupe comme on peut trouver chez les assistante maternelles ou à la crèche.

L'école à deux ans devraient en partie une alternative au manque de crèches et au manque de solution de garde, il convient de mettre en garde contre cette fausse bonne idée.

Chez les enfants, l'année entre ses deux et ses trois ans est charnière pour leur gestion des émotions, de leur relation à autrui, leur compréhension du partage et du vivre-ensemble. La scolarisation a deux ans nécessite une formation adéquate des instituteurs et institutrices et des ATSEM. Formation qui n'est pas encore décernée.

C'est pourquoi cet amendement a pour but de s'opposer à la scolarisation précoce des enfants.

Cet amendement prévoit donc de prélever en AE et CP sur les crédits hors titre 2 de l'action 8 « Logistique informatique et immobilier » du programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale » à hauteur de 1 € et d'abonder du même montant une ligne budgétaire nouvelle : « Suppression de la scolarisation dès 2 ans »